DOSSIER LA CROIX

15 août 2009

REPÈRES

Qu'est-ce que l'enquête sur les valeurs ?

Les origines. L'enquête européenne sur les valeurs (*European Values Survey*, EVS) a démarré en 1981. Dans un contexte d'inquiétude sur le devenir des sociétés du Vieux Continent, un groupe international de chercheurs en sociologie et en science politique s'est formé pour étudier les valeurs des Européens et leurs évolutions. Depuis 1992, le volet français de cette enquête est mis en œuvre par l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval), présidée par Pierre Bréchon, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble.

Une investigation européenne. Le même questionnaire est utilisé dans différents pays du continent. Les questions abordent tous les grands domaines de l'existence : la famille, le travail, les relations sociales, la politique, les conceptions de l'économie la religion... L'enquête a été renouvelée tous les neuf ans (1981, 1990, 1999 et 2008), avec un questionnaire identique, ce qui permet des comparaisons dans le temps et entre pays. Le nombre de pays pris en compte est allé croissant, notamment en Europe de l'Est après la chute du Mur.

L'enquête 2008. Les résultats de l'enquête pour l'Hexagone viennent d'être publiés dans *La France à travers ses valeurs*, sous la direction de Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia (Armand Colin, 319 p., 19,90 €). Les résultats des autres pays seront connus dans les prochains mois. L'enquête nationale a porté sur un échantillon de 3071 personnes, représentatif de la population française ; elle a été réalisée en lien avec l'IEP de Grenoble et le CNRS, et avec le soutien du Comité interministériel de concertation pour les données en sciences sociales, l'Agence nationale pour la recherche (ANR) et un ensemble de partenariats.

Ce à quoi les Français tiennent...

La dernière enquête sur les valeurs des Français dessine un pays soucieux de liberté dans la sphère privée et d'égalité dans le domaine social. La famille reste de loin la valeur phare

«*Dis-moi quelles sont tes valeurs, je te dirai qui tu es.*» Pour qui croit la maxime légitime, la lecture de l'enquête sur les valeurs des Français – version 2008 – se révélera indispensable. Réalisée à l'échelle européenne depuis 1981 tous les neuf ans *(lire les Repères)*, cette étude offre en particulier une radioscopie unique de l'univers des valeurs et croyances des Français. Au fil des pages, elle permet de dessiner le socle de leurs références communes, le fil qui les tient ensemble, tout en autorisant des comparaisons sur la durée.

En tête du palmarès 2008, la famille reste la valeur phare des Français, qui la considèrent «*très importante*» (87 % des personnes interrogées), assez loin devant le travail (68 %) et «*les amis et les relations*» (50 %). Cette préférence n'est pas une surprise: la famille garde la place de tête qu'elle occupait déjà lors des précédentes enquêtes analogues, et le tiercé gagnant ne s'est pas modifié au fil des ans.

Le coup de sonde donné du côté de l'éducation est tout aussi instructif. Interrogés sur les qualités à valoriser dans l'éducation des enfants, les Français donnent la priorité à «*la tolérance et* (au) *respect des autres*», considérés par plus de huit Français sur dix comme des qualités particulièrement importantes. Là encore, la continuité: «*De tous les choix possibles, la tolérance constitue, quelle que soit l'année, la valeur ou qualité la plus souvent choisie par les enquêtés,* commente Guillaume Roux, chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. *Elle apparaît ainsi comme une valeur centrale et même prioritaire.*»

En deuxième position, les Français font figurer «*les bonnes manières*» (retenues par plus de sept Français sur dix), puis «*le sens des responsabilités*» (plus de six Français sur dix). Évoluant du sixième rang en 1981 au deuxième en 2008, les «*bonnes manières*» ont le vent en poupe. Pour le sociologue Nicolas Herpin, cette progression n'est pas surprenante: elle est à mettre en parallèle avec la tertiarisation des emplois et une société qui valorise de plus en plus la représentation de soi. «*De façon précoce, il faut apprendre à se présenter, à entretenir des liens divers et à se construire sa propre image*», commente-t-il.

«De tous les choix possibles, la tolérance constitue, quelle que soit l'année, la valeur ou qualité la plus souvent choisie par les enquêtés. Elle apparaît ainsi comme une valeur centrale et même prioritaire.»

Attentif aux évolutions de long cours, Pierre Bréchon, professeur à l'IEP de Grenoble, voit se dessiner dans l'enquête 2008 le visage d'une «*société d'individualisation*», qu'il distingue d'une «*société d'individualisme*». Si l'individualisme repose sur «*le culte du chacun pour soi*», l'individualisation correspond «*à une culture du choix, chacun affirmant son autonomie, sa capacité d'orienter son action sans être contrôlé ou contraint*», précise le politologue.

De fait, les relations de l'individu au groupe, du privé au collectif, demeurent complexes dans l'Hexagone. Les Français ne cèdent pas au chacun pour soi, mais ils s'intéressent d'abord à leur cercle familial proche (pour 86 %). Viennent ensuite les personnes âgées (67 %), puis les personnes malades ou handicapées (67 %), qui font l'objet d'une sollicitude en hausse. De même, la valorisation de la solidarité, qui reste moyenne dans l'opinion, n'empêche pas la France d'être «*une société de défiance*» où seul un petit quart des personnes interrogées se déclarent prêtes à accorder spontanément leur confiance à autrui.

Dans le domaine privé, les Français sont de plus en plus jaloux de leur autonomie. Ils ont plus nettement tendance à considérer que les choix concernant leur vie personnelle n'ont à recevoir aucune justification ou approbation ››››

»»» sociale. Cette évolution est manifeste, par exemple, dans la transformation du regard porté sur l'homosexualité. En 1981, 49 % des personnes interrogées considéraient que l'homosexualité *«ne pouvait jamais se justifier»*. Dans la dernière enquête, ils ne sont plus que 19 % à faire leur cette opinion. Les Français se montrent en revanche plus partagés sur la possibilité d'adoption par les couples homosexuels: 46 % d'entre eux se disent *«pas du tout ou plutôt pas d'accord»* avec cette possibilité, tandis que 39 % sont *«tout à fait ou plutôt d'accord»*. La ligne de partage entre l'espace de l'individu et celui de la société se dessine ici avec une certaine clarté: si l'homosexualité en tant que choix personnel soulève de moins en moins d'opposition, l'adoption – faisant intervenir un tiers, l'enfant – n'est pas considérée comme relevant du seul domaine de la vie privée et entre par conséquent dans le champ de la régulation sociale.

Du côté de la vie collective, justement, l'enquête 2008 apporte également son lot d'enseignements et de nouveautés. Invités à choisir entre les valeurs de liberté et d'égalité, les Français font passer la seconde devant la première (57 % contre 40 %), pour la première fois depuis quarante ans! C'est le résultat d'une tendance de fond, qui s'affirme depuis le début des années 1980, venant contredire l'opinion commune selon laquelle la société française serait toujours plus sensible aux sirènes du libéralisme. D'autres données confirment ce résultat: en 2008, les Français se montrent plus favorables à une régulation de l'économie par l'État, ils ont une confiance en hausse dans les syndicats (huit points de plus par rapport à 1999) et se méfient davantage des grandes entreprises, qui devraient être *«plus sérieusement contrôlée»* aux yeux de 42 % d'entre eux – ils n'étaient que 28 % à partager cette opinion lors de la dernière enquête.

Autre résultat notable, le net déclin de l'anti-autoritarisme. Pour 79 % des personnes interrogées, ce serait *«une bonne chose qu'on respecte davantage l'autorité»* (contre 60 % en 1999). *«La demande d'autorité est avant tout une demande d'ordre public,* précise Étienne Schweisguth, directeur de recherche au CNRS. *Elle ne traduit aucune montée d'un "ordre moral" qui viserait à revenir à l'ordre ancien dans la sphère privée.»* La demande d'ordre public s'explique plutôt par le déclin de l'idéologie anti-autoritaire des années 1960 et la prégnance croissante des questions de sécurité. Ce besoin se conjugue à un sentiment national en progression et une *«fierté d'être Français»* très largement partagée. Il ne s'agit pas pour autant d'un retour à une identité nationale cocardière et frileuse: au contraire, l'enquête fait apparaître une baisse sensible de la xénophobie et d'une *«préférence nationale»* à l'emploi.

«La montée des valeurs humanistes est une réalité qui se poursuit et s'affirme, concluent Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia, coordinateurs du volet français de cette enquête européenne. *Les valeurs de tolérance sont en nette progression et la xénophobie est en baisse sensible.»* À lire les résultats de l'enquête, toutes les valeurs associées à l'ouverture sont au beau fixe, mais c'est bien l'individu qui fixe le cap, avec une indépendance jalouse... Liberté privée, ordre public: telle est l'équation fétiche des Français.

É. M.

ENTRETIEN »»» Pierre Bréchon, *professeur de science politique à l'IEP de Grenoble*

«Sur la religion, les Français restent dubitatifs»

Pour le politologue responsable de l'enquête sur les valeurs, les Français ont «des croyances molles» en matière religieuse

Au regard de cette enquête, comment évolue la sécularisation en France?

PIERRE BRÉCHON: Le processus de sécularisation continue, c'est l'enseignement essentiel de notre enquête. En 1981, 70 % des Français interrogés se déclaraient catholiques, il sont 42 % aujourd'hui. À l'inverse, les Français *«sans appartenance religieuse déclarée»* étaient 27 % en 1981, ils représentent aujourd'hui 50 % de la population. Depuis la première enquête, en près de trente ans, le nombre d'athées convaincus a doublé et celui des pratiquants réguliers a été divisé par deux.

Comment interprétez-vous ces résultats?

L'évolution des indicateurs religieux est liée à l'évolution globale de la société française. Nous sommes dans une société d'individualisation. Les gens ne supportent plus de recevoir des ordres – ou ce qu'ils perçoivent comme des ordres – sur ce qu'ils doivent faire. C'est une des explications du déclin des grandes institutions religieuses. En revanche, il n'y a pas de déclin du sentiment religieux, même si on est passé de l'âge de la certitude à l'âge du «possibilisme»: les Français veulent bien croire à quelque chose en matière religieuse, mais ils restent très dubitatifs.

Le nombre d'athées n'est-il pourtant pas en hausse?

La part des «athées convaincus» est passée de 12 % en 1999 à 17 % en 2008. La France est le pays d'Europe où la part des athées est la plus forte. Le mouvement le plus notable reste cependant la croissance de l'agnosticisme: les Français ont majoritairement des positions flottantes vis-à-vis du religieux; ils sont souvent indifférents aux confessions, sans beaucoup d'inquiétude religieuse, avec des croyances molles.

«Un jeune sur deux aujourd'hui ne connaît que le non-religieux.»

Selon votre enquête, la pratique religieuse a cessé de baisser: est-ce une bonne nouvelle pour les Églises?

Je ne crois pas que cette stagnation soit significative. Elle s'explique essentiellement par le fait que les musulmans (très pratiquants) ont mieux été pris en compte dans le dernier échantillon. Globalement, l'évolution de la pratique religieuse sur trente ans reste à la baisse, et cela devrait se poursuivre sous l'effet du renouvellement des générations. Aujourd'hui, la population française comporte 19 % de catholiques pratiquants (réguliers ou irréguliers), mais ils ne sont que 8 % parmi les 18-29 ans. De même, 30 % des Français interrogés déclarent ne jamais avoir connu de socialisation religieuse, mais ce chiffre monte à 52 % chez les 18-29 ans: un jeune sur deux aujourd'hui ne connaît que le non-religieux. Il est donc peu vraisemblable, sociologiquement, que la chute de la pratique s'enraye.

Existe-t-il des liens entre les valeurs mises en avant par les Français et celles vantées par le christianisme?

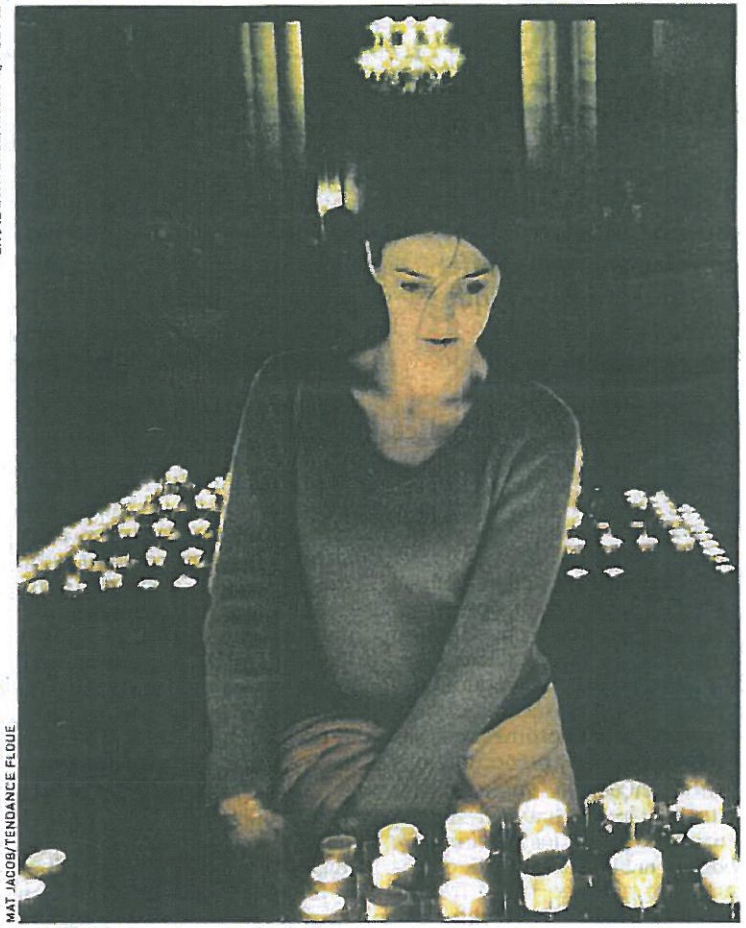
Une société ne se transforme jamais complètement. La société française doit encore beaucoup à ses origines chrétiennes. Le catholicisme français, plus que d'autres catholicismes européens, a valorisé la personne et la liberté de conscience. Cette influence explique en partie le fait que la société française est plus individualisée que celles des pays du sud de l'Europe. Du côté des valeurs familiales, la valorisation de l'amour et du libre consentement dans le couple colle avec la vision catholique, de même que la valorisation de la fidélité, en hausse chez les jeunes. Mais cet héritage venu du christianisme est recomposé. La fidélité est aujourd'hui envisagée comme un contrat qui peut se rompre. Du côté des valeurs sociales, les valeurs de solidarité des Français – qui sont moyennes – s'expliquent par le fait que la France est un pays de vieille culture catholique et de vieille culture laïque. Ces deux matrices restent très présentes à la lecture des résultats.

RECUEILLI PAR
ÉLODIE MAUROT



FLORE-AËL SURUN/TENDANCE FLOUE

Élèves de terminale à Paris.
Concernant les qualités à inculquer aux enfants, les Français donnent la priorité à *« la tolérance et* (au) *respect des autres »*, devant *« les bonnes manières »* (en forte hausse) puis *« le sens des responsabilités »*.



MAT JACOB/TENDANCE FLOUE

À Notre-Dame de Paris.
42 % des Français se déclarent catholiques aujourd'hui, contre 70 % en 1981. Selon Pierre Bréchon, professeur de science politique, l'individualisation de la société conduit à un déclin des institutions religieuses, mais pas du sentiment religieux.



BERTRAND MEUNIER/TENDANCE FLOUE

Une famille dans son jardin. La famille reste de loin la valeur primordiale pour les Français : 87 % d'entre eux la considèrent comme *«très importante»*.